



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'importance cruciale de l'organisation des marchés pour l'agriculture hongroise

Irène Palovics

Abstract

Crucial role of reorganizing the market in hungarian agriculture

Reestablishment of the relations of private property is an indispensable condition of reconstruction in Hungarian agriculture. In addition, technical, financial problems and those of organizing the market of agricultural products are to be solved at the same time. Intervention of the state seems to be necessary, although it cannot be important enough, because of the limitation of financial means and lack of a well-founded conception of agricultural policy . Transparent market may restore agricultural production, probably at a lower level than that of the years '80.

Résumé

La condition indispensable de la réorganisation de l'agriculture hongroise est le rétablissement des relations de la propriété privée. Il faut résoudre des problèmes techniques, financiers et avant tout l'organisation de la commercialisation des produits agricoles. L'intervention de l'État est nécessaire, mais ne peut pas être assez importante, parce que les moyens financiers sont restreints et on ne dispose pas encore d'une conception bien fondée de la politique économique agricole. Enfin, ce sont des marchés transparents, qui pourront consolider la production agricole, peut-être à un volume inférieur par rapport aux années 1980.

Citer ce document / Cite this document :

Palovics Irène. L'importance cruciale de l'organisation des marchés pour l'agriculture hongroise. In: Économie rurale. N°214-215, 1993. La fin du collectivisme agricole à l'Est : une nouvelle donne pour l'Europe ? Session de printemps 1992 organisée par Mme Simone Nidenberg et M. Alain Pouliquen. pp. 39-44;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1993.4528>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1993_num_214_1_4528

Fichier pdf généré le 08/05/2018

L'IMPORTANCE CRUCIALE DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS POUR L'AGRICULTURE HONGROISE

Irène PALOVICS*

Résumé :

La condition indispensable de la réorganisation de l'agriculture hongroise est le rétablissement des relations de la propriété privée. Il faut résoudre des problèmes techniques, financiers et avant tout l'organisation de la commercialisation des produits agricoles. L'intervention de l'État est nécessaire, mais ne peut pas être assez importante, parce que les moyens financiers sont restreints et on ne dispose pas encore d'une conception bien fondée de la politique économique agricole. Enfin, ce sont des marchés transparents, qui pourront consolider la production agricole, peut-être à un volume inférieur par rapport aux années 1980.

CRUCIAL ROLE OF REORGANIZING THE MARKET IN HUNGARIAN AGRICULTURE

Summary :

Reestablishment of the relations of private property is an indispensable condition of reconstruction in Hungarian agriculture. In addition, technical, financial problems and those of organizing the market of agricultural products are to be solved at the same time. Intervention of the state seems to be necessary, although it cannot be important enough, because of the limitation of financial means and lack of a well-founded conception of agricultural policy. Transparent market may restore agricultural production, probably at a lower level than that of the years '80.

La structure de l'agriculture hongroise comme d'ailleurs toute l'économie nationale - est en complète mutation. Une transformation sans précédent se passe ou plutôt va se passer. Cette transformation ne peut être que graduelle. Elle exige une période assez longue, pour que les conditions économiques et humaines puissent s'établir en voie de l'évolution organique.

Au cours de plus de 40 ans, le volontarisme du parti unique et de l'État a brusquement coupé cette évolution. Maintenant, le rétablissement des conditions de l'évolution organique se heurte à beaucoup de difficultés. Les mesures législatives sont retardées par des discussions politiques. Le système de planification est aboli, mais l'économie de marché n'est pas encore fonctionnelle. Les moyens économiques, financières sont restreints. La majorité des paysans est méfiante, prend des précautions. Et il faut reconnaître que ce n'est pas sans raison.

L'image future de notre agriculture n'est pas claire. D'où prendre l'exemple ? On ne le trouve pas dans le

passé : l'agriculture hongroise d'avant-guerre ne serait plus viable. On ne peut copier le système agricole des pays occidentaux non plus : les différences de structures économique et sociale, et de niveau de richesse sont trop importantes (Hasse, 1991).

Dans cet article, quelques traits caractéristiques actuels de l'agriculture hongroise et les tendances probables de son évolution seront esquissés. L'accent sera mis sur le problème du marché, l'organisation de l'échange, qui est la condition indispensable du développement.

TRANSITION STRUCTURELLE

Il est évident que la structure des exploitations hongroises est déformée. La taille des exploitations est d'une part trop grande, d'autre part trop petite. Comment la modifier ?

Dans le secteur agricole, des exploitations "à responsabilité personnelle" ont de nombreuses aptitudes intéressantes pour la société (Servolin C., 1985). En même

* Institut de Recherches d'Economie Rurale, Budapest, Hongrie.

temps, un certain degré de la concentration de la production a aussi des avantages économiques (Rasko Gy, 1991). C'est pourquoi il nous faudrait avoir un système mixte, où une libre concurrence joue entre les exploitations individuelles et sociétaires. La condition indispensable pour y arriver est de rétablir des rapports de propriété privée. Nous avons emprunté plusieurs voies :

a) La compensation des anciens propriétaires de la terre

Les lois sur la compensation prises par le Parlement en 1991 et en 1992 autorisaient les ex-propriétaires et ses héritiers à demander des bons de compensation, utilisables pour l'achat de la terre et de certaines actions sociétaires, ou bien pour une rente viagère très modeste. Selon les informations préliminaires, plus que 800 000 personnes sont touchées par cette affaire. Les conséquences de ce processus ne sont pas encore prévisibles. Les intéressés pourront acheter de la terre aux enchères, contre leurs bons de compensation. La majorité des prétendants voudrait probablement récupérer sa propriété, sans avoir l'intention de l'exploiter directement.

b) La transformation des coopératives agricole

Selon la loi, promulguée au début de 1992, les coopératives agricoles devront être réorganisées jusqu'à la fin de cette année. Le patrimoine coopératif commun sera partagé entre les membres actuels et anciens de la coopérative et leurs héritiers. Conformément au choix des intéressés, la coopérative pourra être transformée en une ou plusieurs coopératives de propriétaires ; convertie à une ou plusieurs sociétés quelconques (société par actions, société à responsabilité limitée, etc.) ; ou bien elle sera dissolue. Probablement la majorité des coopératives existantes va prendre un nouveau statut sociétaire. Quant aux autres : elles pourront vendre des moyens de production aux enchères, d'abord aux enchères restreintes, contre des bons de propriété, et puis, si celles-ci ne réussissaient pas, aux enchères publiques. Il y aura deux problèmes graves : trouver des acheteurs et régler la dette de ces coopératives. On a déjà organisé quelques enchères sur la terre. La licitation était descendante. Le prix de départ était 3000 Forints par crône d'or, mais le prix final seulement 500 Forints par crône d'or, l'unité de valeur cadastrale.

c) La privatisation

On a envisagé la privatisation de 100 fermes d'État tandis que 30 des fermes restent en propriété de l'État. Mais tout d'abord il fallait "étatiser" ces fermes, parce qu'elles étaient autonomes, dirigées par des conseils de l'entreprise. L'État a repris la direction de ces exploitations et a commencé la privatisation. Cela ne peut avancer que très lentement, étant donné la rentabilité très faible de la production agricole, la pauvreté en capital endogène et le manque de nouvelle loi sur la terre. La privatisation avance plus vite dans le commerce et dans l'industrie agro-alimentaire. En ce qui concerne le commerce, plusieurs milliers d'entreprises privées et sociétaires ont été déjà créées, surtout dans le commerce de détail et le commerce extérieur. La décentralisation de

l'industrie agro-alimentaire a été accélérée et la privatisation - à la merci du capital étranger - a pris un essor assez considérable.

d) Les placements de capital étranger

Le programme économique du gouvernement hongrois favorise les placements de capital étranger. Des 5 milliards de USD capital investis dans les pays de l'Est pendant ces deux dernières années, 2,8 milliards de USD ont été versés à la Hongrie. Mais la part du capital étranger dans notre économie est encore faible, bien qu'elle soit de 15 % dans l'industrie agro-alimentaire.

Il y a une contradiction : l'intention de l'État est la décentralisation des organisations monopoles, et l'animation de la concurrence sur les marchés. Par contre, les investisseurs étrangers s'intéressant plutôt aux grandes entreprises, contrôlant une part considérable du marché interne, voudraient dominer l'offre. Les conséquences de ce phénomène sur la production agricole seront peut-être plus dures que celles du monopole d'État.

e) Les tendances probables

L'année 1992 est l'année des changements fondamentaux dans les rapports de propriété de l'agriculture hongroise. C'est le troisième bouleversement radical pendant un demi-siècle : en 1945 nous avons la réforme agraire ; au début des années 1960 la réorganisation socialiste ; et maintenant le rétablissement de la propriété privée. 80-90 % du capitale agricole deviendra propriété privée. Quelle sera la répercussion probable de ce fait sur la structure de la production agricole ?

Dans l'avenir, on devra compter trois types d'exploitations agricoles : grandes exploitations, surtout sociétaires ; exploitations individuelles, surtout familiales, et exploitations à temps partiel (Juhász P. 1992).

a) **Les grandes exploitations** ont déjà joué un rôle important dans notre agriculture d'avant-guerre. Plus de 40 % de la terre appartenait aux grandes exploitations. Une répartition du travail s'est formée entre des grandes et des petites exploitations. On a vu la renaissance de ce phénomène entre les exploitations collectives et la petite production. Maintenant, prenant en considération les circonstances (techniques, financières, humaines) et les avantages de dimension dans certaines spéculations agricoles, on peut supposer que pendant des années 1990 plus de la moitié de la terre agricole serait encore exploitée par des grandes exploitations sociétaires et coopératives. La taille moyenne de ces exploitations va certainement considérablement diminuer.

b) La multiplication des **exploitations privées** à temps complet sera graduelle. Pour l'instant il y en a très peu. Selon les estimations les plus optimistes, leur part dans la production agricole s'élèvera à 20-30 % jusqu'à la fin de cette décennie. Mais, si l'organisation des marchés ne s'améliore pas, elle restera une idée seulement.

c) Aujourd'hui, à peu près 1 400 000 **exploitations privées à temps partiel** sont intéressées dans la production animale et dans quelques branches de la production

végétale (légumes, fruits, vin, etc.). L'importance de cette forme de la production va augmenter. D'une part, la dimension de ces exploitations sera agrandie, d'autre part, les chômeurs ruraux seront incités à l'activité de subsistance. On estime que par la réorganisation des coopératives, le chômage, qui est déjà plus élevé à la campagne qu'ailleurs, sera chargé de 100-150 milliers de personnes en plus. L'infrastructure des exploitations privées est encore à établir. En plus, les problèmes primordiaux sont : les perspectives de la rentabilité, la stabilisation du marché et l'organisation de l'échange.

LES CONDITIONS FINANCIÈRES

Dans le système dit "socialiste" ni les producteurs agricoles, ni les entreprises de la transformation, ni les commerçants ne pouvaient accumuler des capitaux liquides, de fonds de roulement propres. En ce temps-là, les grandes entreprises de l'État ont reçu des crédits pour acheter et emmagasiner les produits agricoles. C'est fini : maintenant le crédit est strictement limité et très cher (l'intérêt est de 30 - 40 %). Les banques commerciales examinent scrupuleusement la crédibilité des clients. Le manque d'argent avait perturbé le fonctionnement des marchés agricoles.

Des changements fondamentaux sont survenus dans les relations budgétaires. Auparavant, on donnait des subventions considérables aux secteurs agricole et alimentaire, la somme de ces subventions était de 85 Md Ft en 1988. Depuis 1988, cette somme est diminuée chaque année, même en valeur nominale. Pour 1992, ne restent que deux formes d'aide : la subvention à l'exportation et aux interventions (30 Md Ft) et l'aide à la réorganisation (2 Md Ft). Il faut noter qu'entre 1988 et 1992, l'indice de l'inflation était de 250-260 %.

L'ouverture du ciseau des prix est catastrophique. L'indice des prix à la production agricole était de 153 % en 1990 par rapport à 1988 et celui des prix des moyens de production de 171 %. En 1991, on a constaté la stagnation des prix agricoles, pendant que le niveau des prix des moyens de production augmentait de 30 - 40 %. Il faut ajouter que ces relations de prix, même auparavant, étaient moins avantageuses pour les producteurs agricoles que dans les pays occidentaux. La situation actuelle ne peut pas persister longtemps.

Ces éléments expliquent la chute de la rentabilité de la production agricole. Auparavant, le revenu moyen des paysans était équilibré avec le revenu des autres catégories des travailleurs. Le niveau réel du revenu des actifs agricoles a diminué entre 1988 et 1990 de 14 %. En 1991, la diminution s'accélérait. La rémunération moyenne par mois des coopérateurs demeurait en arrière de 35 - 40 % par rapport aux autres salariés.

Telles sont les conditions parmi lesquelles les paysans sont tenus de faire le choix pour leur avenir.

LES CONDITIONS DE MARCHÉ

Le marché ne peut pas encore suffisamment coordonner l'offre et la demande, pour plusieurs raisons :

- côté de la demande, par manque de concurrence entre les agents, par faiblesse de pression à la performance économique ;

- côté de l'offre, par manque d'organisation des producteurs et du flux des informations valables, des orientations fiables ;

- et enfin par le fait qu'il n'y a pas de marchés transparents, qui soient capables de confronter l'offre et la demande, y compris le manque d'infrastructure nécessaire, des formes de ventes modernes, de stockage, etc.

a) En ce qui concerne l'organisation de la demande, c'est le commerce, où la privatisation est la plus avancée. En même temps, le comportement des clients n'est pas calculable : il y a des spéculations mal fondées, et souvent même des produits concurrentiels ne trouvent pas d'écoulement. La décentralisation de l'industrie agro-alimentaire a commencé au début des années 1980. Le dernier trust fut décomposé en 1990. La plupart des entreprises est encore en propriété de l'État, dans une situation financière déplorable. On espère qu'au cours de la privatisation les grandes exploitations agricoles vont acheter les actions de ces entreprises agro-alimentaires contre les bons de récompensation, qu'elles obtiendront des bénéficiaires de la récompensation, en échange de la terre octroyée.

b) L'organisation de l'offre en pratique n'existe pas. Les organisations professionnelles agricoles sont en cours de création. La Chambre d'Agriculture a été fondée il y a 2 ans, et depuis ce temps plusieurs organisations professionnelles ont démarré. A la fin de 1991, 8 organisations différentes ont créé le Forum Hongrois de Coordination Agraire. C'est douteux, dans quelle mesure ces organisations représentent les masses des producteurs et comment elles peuvent influencer les décisions de leurs adhérents ? Le fonctionnement efficace de ces organisations n'a pas de traditions.

c) Dans les pays occidentaux on trouve la généralisation de la régulation des marchés agricoles par l'État. En Hongrie, le gouvernement a aboli brusquement en 1989 la réglementation des prix agricoles. La loi sur les prix en 1990 donnait le prix maximisé du lait et les prix minimisés du blé, du maïs, du bovin et du porc. Dans la pratique, ces prix ne pouvaient pas être réalisés, parce que sans l'intervention de l'État il n'est pas possible de maintenir l'équilibre des marchés. En 1991, le gouvernement a créé la Commission de Coordination des Marchés Agricoles, qui était chargée de prendre des décisions concernant la réglementation opérationnelle des marchés.

A la fin de 1992, le Parlement a ouvert la discussion sur la loi de réglementation des marchés agricoles. Le projet de loi vise la renaissance de l'influence de l'État sur les prix agricoles, l'augmentation de l'importance de l'intervention de l'État et l'établissement des règles spécifiques de la concurrence dans ce domaine.

Deux niveaux de réglementation sont envisagés : le niveau étatique, par la Commission déjà mentionnée et le niveau d'auto-organisation des intéressés, par les

Conseils de Produit. Plusieurs Conseils de Produit sont déjà fondés, avec la participation des représentants des producteurs, des commerçants, des entreprises de transformation et des consommateurs.

La loi donnera la possibilité de l'introduction des prix garantis, des prix d'orientation, des prix de seuil et des prix d'écluse sur certains produits agricoles. Le cercle des produits sera au début restreint. Sans moyens financiers importants, la garantie des prix ne peut être assurée que sur une quantité limitée, et même à un niveau relativement bas. Il y a beaucoup de difficultés à surmonter et on ne peut pas être très optimiste. En tout cas, l'intervention de l'État dans un pays comme le nôtre ne suffira pas à harmoniser la demande et l'offre des produits agricoles sans changements radicaux de fonctionnement du marché.

LA PRODUCTION ET LA RÉALISATION

Pendant une période assez longue, la Hongrie se trouvait parmi les pays où l'augmentation de la production était rapide. Dans la dernière décennie, cette tendance a changé. Après un ralentissement considérable, depuis 1988 la production est en diminution. La volume de la production agricole en 1991 était de 94 % de celle de l'année 1988 et de 103 % de celle de l'année 1980 (tableau 1). La détérioration de la capacité productive s'accroît. En 1991, seulement la moitié d'engrais et de fumier a été utilisée de celui de 1988, et l'achat des machines agricoles a diminué aussi de 50 %. Entre 1990 et 1991 (septembre), le cheptel porcin a diminué de 21 %, le cheptel ovin de 20 %, le cheptel bovin de 6 % et celui des poulets de 18 % (KSH, 1991). La régression temporaire de la production et l'accélération de la fluctuation sont inévitables.

Tableau 1. - Production des principaux produits agricoles

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : KSH, Annuaire Statistique, 1990.

La production diminue, mais la valeur de l'exportation des produits agricoles et alimentaires augmente, le ravi-

taillement de la population est abondant, satisfaisant la demande solvable. Le degré de l'auto-provisionnement de produits agricoles est de 130 % (tableau 2).

Le taux de couverture dans le commerce extérieur des produits agricoles et alimentaires en 1990 était de 315 %. Le volume des exportations n'a pas augmenté depuis 1988, mais la balance commerciale en devises convertibles a doublé : elle était de 852 millions de USD en 1988, 1260 en 1990, et en 1991 de 2 000 millions de USD. C'est l'élément décisif de notre balance de paiements. Dans un délai proche, on ne pourra pas le remplacer par d'autres produits.

Tableau 2. - Degré de l'auto-provisionnement de certains produits agricoles

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : AKI, Magyarország agrárgazdasága és az Európai Közösség, 1991.

Tableau 3. - Commerce extérieur des principaux produits agricoles et alimentaires

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : KSH, Külkereskedelmi Statisztikai Évkönyv, 1985, 1990.

Les quantités des principaux produits exportés et importés sont présentées sur le tableau 3. La part des pays de la CEE dans notre exportation agricole a nettement augmenté ces dernières années. La valeur de l'exportation à la CEE était de 1 milliard de USD en 1991, 38 % du total ; tandis que la valeur des importations provenant de ces pays était de 120 millions de USD, 13 % du total (Ministère de l'Agriculture de la Hongrie, 1992). En 1991 presque la totalité de notre exportation était payée en devises convertibles, contre 71 % en 1985 et 83 % en 1990. Un phénomène intéressant est l'augmentation du rôle des commerçants intermédiaires dans notre commerce extérieur. En 1990, plus que 20 % des produits agricoles exportés étaient livrés dans un pays tiers (tableau 4). C'est la conséquence des transactions (barter) multilatérales. On espère que les concessions données par la CEE dès 1992 faciliteront - dans une mesure limitée - notre exportation agricole. En même temps, l'intensification des échanges réciproques menace notre industrie agro-alimentaire par l'accroissement de la concurrence sur le marché interne.

Tableau 4. - La structure de l'exportations de la Hongrie des produits agricoles et alimentaires



Source : AKI : Piacváltás, 1991.

Malgré l'effondrement des marchés en roubles, on pouvait tout au moins maintenir le niveau de l'exportation agricole. Mais les marchés sont gravement touchés par la dégradation de la consommation interne. La volume de la consommation alimentaire a diminué en 1990 de 7 %, et en 1991 encore plus vite. Pendant les premiers neuf mois de 1991, la vente des denrées dans le commerce de détail - à prix constants - n'était que 82 % de celle de l'année précédente. On peut supposer qu'en revanche l'autoconsommation et l'échange direct entre les producteurs et les consommateurs ont augmenté.

L'augmentation des prix à la consommation des denrées jusqu'en 1990 allait de paire avec le taux d'inflation. Mais cela n'était pas au crédit des producteurs agricoles. L'État a repris la subvention à la consommation, qui était de 16 milliards de forints en 1987, 4 milliards de forints en 1991, et elle est complètement éliminée en

1992. Maintenant, l'augmentation des prix à la consommation des denrées est plus faible que le taux de l'inflation, mais elle ne peut pas contrebalancer la diminution du revenu réel et du pouvoir d'achat de la population. Dans les années suivantes, si le développement économique reprend, la demande interne des denrées se rétablira, de façon plus différenciée, plus exigeante. Il faut que notre économie agricole se prépare à cette situation.

REMARQUES FINALES

Il est évident que la condition indispensable de la réorganisation de l'agriculture hongroise est le rétablissement des relations de propriété privée. Mais ce n'est pas suffisant.

Il nous faut régler des problèmes techniques, financiers et avant tout, régler l'organisation de la commercialisation des marchés.

Dans l'agriculture hongroise, il y avait auparavant des exemples d'élargissement de fonctionnement de la propriété privée. En 1945, 600 milliers de paysans ont acquis la propriété de la terre. En 1956, plus que 200 milliers de personnes - la moitié des membres - ont quitté des coopératives. Même dans ces périodes, on ne disposait pas des conditions techniques et financières de la production individuelle. Mais en ce temps là, la demande des produits agricoles donnait des perspectives attrayantes aux producteurs. On pouvait constater l'accélération du développement.

La situation actuelle de ce point de vue est tout autre. L'équilibre sur les marchés des produits agricoles est perturbé, surtout par manque d'organisation. La stabilisation des marchés est tout à fait indispensable. Pour y arriver, il faut que la législation porte la réglementation de la commercialisation des produits agricoles et le gouvernement donne des orientations bien fondées aux producteurs agricoles.

Bien que la Hongrie veuille adhérer à la CEE dans un délai le plus proche, elle ne peut pas se rapprocher du système agricole, sauf en ce qui concerne quelques éléments techniques. La Politique Agricole Commune - elle aussi - est en cours de transformation. Quand la Hongrie arrivera dans la Communauté, les conditions seront certainement modifiées, éloignées de l'image de laquelle les paysans hongrois ont rêvé durant les décennies passées.

L'intervention de l'État en Hongrie ne peut pas être importante, parce que les moyens financiers sont restreints, les organismes étatiques et professionnels sont encore à établir et ni le gouvernement ni l'opposition n'ont encore une conception bien fondée de la politique économique agricole.

La question est la suivante : où chercher une solution valable ? Dans l'augmentation du nombre des agents économiques du marché, dans l'animation de la compétition, de la concurrence ? Ou bien, au contraire, dans l'harmonisation centralisée de l'offre et la demande, par des représentants des intéressés, en limitant cette compétition ? Tous les deux sont sans doute nécessaires.

Mais ni l'un ni l'autre ne peuvent être efficaces sans des marchés transparents, des marchés en gros, des bourses et un réseau d'information fiable, c'est-à-dire sans une infrastructure moderne de marché. Parce

qu'enfin, c'est le marché qui peut consolider notre production agricole, peut-être à un volume inférieur par rapport aux années 1980.

BIBLIOGRAPHIE

FEHER A. (1991).- Future of family farms. In **Hungarian Economic Review**, n° 5, Budapest, 1991.

HASSE R. (1991).- Réformes au sein de la Communauté européenne et transition de l'ordre économique et politique en Europe de l'Est : influences réciproque. In **Revue du Marché Commun**, n° 349, Bruxelles, 1991.

JUHASZ P. (1992).- **A falusi tarsadalom és a mezőgazdasági** üzemszervezés (La société rurale et la structure de l'agriculture). Exposé à Gödöllő, 1992.

KARTALI J. (1991/b).- **Piacváltás** (Le changement du marché. AKI (Institut de Recherches d'Economie Rurale), Budapest.

PALOVICS I. (1987).- Introducing Hungarian Agricultural Economy. AKI, Bulletin n° 67, Budapest, 1987.

PALOVICS I. (1988).- Plan-Market-Prices-Incomes in Hungarian Food Economy. AKI, Bulletin n° 70, Budapest, 1988.

I. PALOVICS et G. VARGA (1991/a).- **Magyarország Agrárgazdasága és az Európai Közösség** (L'économie agricole de la Hongrie et la Communauté Européenne). AKI (Institut de Recherches d'Economie Rurale), Budapest, 1991/a.

POULIQUEN A. (1992).- **L'agriculture post-communiste en Europe centrale : du choc excédentaire à la récession**. INPA, Montpellier, 1992.

RASKO G. (1991).- Big Farms at an Advantage. In **Hungarian Economic Review**, n° 5, Budapest, 1991.

RICHTER X. (1990).- Hongrie : réformes et transition vers l'économie de marché. In **Revue Française d'Economie**, vol. V.1, Paris, 1990.

SERVOLIN C. (1989).- **L'agriculture moderne**. Paris, Editions du Seuil, 1989.